



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° 135/2024/DREAL/UD88 du 12 FEV. 2024**

**mettant en demeure la société SUEZ ORGANIQUE située à MENARMONT  
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

La Préfète des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 et le livre V, titre 1er du code de l'environnement et notamment ses articles L. 514-5 et L. 512-11 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques applicables aux plateformes de compostages soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2372/2014 du 28 novembre 2014, réglementant la plateforme de compostage de déchets non dangereux de la Haie Rousse à MENARMONT ;
- Vu le rapport en date du 28 décembre 2023 suite à la visite de l'inspection des installations classées du 05 décembre 2023, transmis à la société SUEZ ORGANIQUE, par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société SUEZ ORGANIQUE, en date du 28 décembre 2023 ;

Considérant l'absence d'analyse du rejet des eaux de toiture vers le milieu naturel ;

Considérant l'absence de points d'eau pour la lutte contre l'incendie ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 19 et 22 de l'arrêté préfectoral n° n° 2372/2014 du 28 novembre 2014 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ ORGANIQUE, de respecter les dispositions des articles 19 et 22 de l'arrêté préfectoral n° n° 2372/2014 du 28 novembre 2014 susvisé ;

Considérant que la société SUEZ ORGANIQUE, n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté de mise en demeure, qui lui a été transmis le 28 décembre 2023 par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

## Arrête

**Article 1** - La société SUEZ ORGANIQUE qui exploite une plateforme de compostage de déchets non dangereux située au lieu-dit « la Haie Rousse » à MENARMONT est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19 et 22 de l'arrêté préfectoral n° 2372/2014 du 28 novembre 2014 susvisé ;

Pour ce faire, l'exploitant doit :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, transmettre le résultat d'une analyse des eaux de toitures rejetées dans le milieu naturel ;
- sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, équiper l'installation de points d'eau pour la lutte contre l'incendie d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

**Article 2** - La société SUEZ ORGANIQUE, informera la Préfète des Vosges et l'inspection des installations classées de la réalisation de la mise en conformité stipulée à l'article 1 et transmettra les justificatifs adéquats dans les meilleurs délais en fonction de leur réalisation et au maximum un mois après les obligations susvisées.

**Article 3** - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés à compter de la signature du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ ORGANIQUE, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de la commune de MENARMONT.

Fait à Épinal, le 12 FEV. 2024

La Préfète,  
Par délégation, le Sous-Préfet,  
Secrétaire Général  
David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.